

# LES# GUEUX

*Tous droits de traduction, d'adaptation  
et de reproduction réservés pour tous pays.*

© Éditions Michel Lafon, 2025  
14, boulevard de la Madeleine - CS 62204  
75373 Paris Cedex 08  
[www.michel-lafon.com](http://www.michel-lafon.com)

**ALEXANDRE  
JARDIN**

**LES#  
GUEUX**

**ON FAIT QUOI ?**





# SOMMAIRE

Ça va craquer, on fait quoi ?

La crise des ZFE .....	7
Comment en est-on arrivé là ? .....	25
On fait quoi ? .....	37



I

# LA CRISE DES ZFE

(Zone de Forte Exclusion)





## Fin de rire

Ça va mal finir. Le 31 décembre 2024, j'approche d'une boulangerie de village dans l'Aude, un département blessé par la crise viticole. Des éclats de colère sonnent. Sur le trottoir, un homme furibard. Il affirme qu'il ne peut plus récupérer ses enfants à partir du lendemain, 1<sup>er</sup> janvier 2025. Ce papa est divorcé, il a la garde de ses petits le week-end. La mère vit dans une ZFE, à une heure de route, et la voiture du père n'est plus réglementaire pour aller récupérer son fils et sa fille à la sortie de l'école - comme son jugement de divorce le lui dit. J'écoute son désarroi. Ce papa-poule risque 68 € de PV à l'aller et 68 € au retour, s'il s'obstine à veiller sur ses enfants.

- JE NE PEUX PAS CHANGER DE BAGNOLE, répète-t-il hagard en boucle. Ils sont dingues ou quoi ? Je fais comment avec mes gosses ?

Autour de nous, aucun villageois n'a les moyens de changer de voiture. La crise viticole a rincé tout le monde, sauf quelques Toulousains qui appartiennent au monde urbain qui va bien. S'offrir un véhicule électrique à un prix stratosphérique n'est

## Alexandre Jardin

même pas imaginable. Un autre s'avance, touché par sa détresse. Il lui suggère un passage discret pour pénétrer dans la grande ville sans se faire repérer par les radars automatiques qui lisent les plaques minéralogiques.

- Si tu te faufiles par là, même le jour, il n'y a aucun flic, tu ne risques rien.

Ambiance. On est soudain en 1942, dans un film en noir et blanc. Sur ce trottoir d'un village français, la clandestinité apparaît comme l'unique solution pour ceux qui n'ont pas d'argent.

Dubitatif, je crois d'abord que cet homme exagère.

Je rentre chez moi, ouvre mon ordinateur et vérifie aussitôt ce qu'il a dit. L'horreur légale apparaît : le papa furieux a raison. J'interroge Google et ChatGPT pour savoir combien de véhicules sont interdits d'accès aux grandes villes. La réponse tombe, effrayante, confirmée par de nombreux articles : autour de 12 à 13 millions ! Je demande combien de citoyens la République va exclure en interdisant de ville 12-13 millions de véhicules qui ont pourtant réussi leur contrôle technique. Sur mon écran, la réponse me coupe le souffle : entre 22 et 26 millions sont désormais bannis. La vérité est là : en triant les voitures, on trie les gens. On a basculé dans un mauvais film. J'apprends également que 2,2 millions d'automobiles sont littéralement coincées dans les parkings des villes fermées aux pauvres - les fameuses ZFE.

## Les #Gueux

Bienvenue en Absurdie, au royaume technocratique de France. Comment vont-elles sortir de ces zones antimanants ? On ne sait...

Effaré, j'écris alors un tweet :

**« À partir de demain, 2,2 M de gueux ne pourront plus utiliser leur véhicule là où ils vivent. Pas si grave, c'est des gueux. Le système ZFE est remarquable : vous ne savez jamais exactement si vous êtes dans la légalité. Le citoyen devient un suspect. »**

Vingt-quatre heures plus tard, le 1<sup>er</sup> janvier 2025, je consulte ce réseau. Mon message a été vu par 515 000 personnes - un demi-million de citoyens indignés - et la Toile s'est illico emparée du mot #gueux. Elle a adopté son ironie. Le pays se reconnaît d'emblée dans la charge de mépris que ce mot contient depuis des siècles.

Je lis l'avalanche de commentaires.

Aucun n'est contre la planète, ça va de soi. Mais tous sont vent debout contre l'écologisme qui interdit aux gueux de vivre, les manants incapables de trouver 35 000 € pour acheter une R5 électrique. Ils n'ont rien contre les phoques ou la biodiversité, ils sont contre le tri humain. Tous ont compris que quand on trie les voitures, on trie les gens.

## Le braquage du peuple

Le lendemain, je surveille à nouveau les commentaires et comprends vite que ces millions de gens ont une voiture d'occasion qui est désormais invendable. Personne n'achètera leur guimbarde ou leur auto bien entretenue, mais désormais interdite dans les villes. Sa valeur s'est désintégrée. Tant pis pour leur gueule, l'État s'en fout. Dans l'indifférence générale, on assiste en direct au plus grand braquage légal de pauvres de l'histoire de France. La France populaire perd soudainement le petit capital de sécurité que représente bien souvent « la bagnole ».

J'allume la télé : rien. La radio ? Rien non plus.

On vient de piquer 65 milliards - la valeur à la louche de ces millions de véhicules - aux classes populaires et tout le monde s'en moque. Normal, ce sont des gueux, des miteux de banlieue ou de province qui fréquentent les centres Leclerc en écoutant des musiques de gueux, peut-être même des mal-votants. Pourquoi ça intéresserait Paris, la misère de la France ordinaire ?

Mieux ! Tous ces citoyens s'aperçoivent un à un qu'ils ne vont plus pouvoir changer de voiture pour en acheter une plus récente, moins polluante. Ils ont l'habitude de revendre leur ancienne voiture pour constituer l'apport donnant accès au crédit. Eh bien... ce n'est plus possible pour eux ! Intelligent, non ?

## Une loi de ségrégation sociale

Une sorte de raz-de-marée sombre monte alors vers moi. Une lame de fond obscure, lugubre, indignée. Je reçois à jet continu un déluge de messages, de mails, de SMS, de commentaires de tweets, de messages privés. Une maman bretonne est inquiète pour sa fille infirmière dont la voiture classe 2 - acceptée en ZFE - est tombée en panne et qui n'a pas les moyens de la faire réparer. La mère lui a prêté sa voiture classe 3 et sa fille va désormais au boulot chaque matin la boule au ventre car elle a peur des gendarmes. Un papa qui, le chanceux, peut entrer dans les ZFE - sa carte grise indique qu'il fait encore partie des citoyens inclus - tempête car il a donné son ancienne voiture à son fils pour qu'il puisse effectuer son stage à Dijon. Eh bien, terminé le stage du rejeton ! Comment va-t-il faire ? Une dame qui suit une chimiothérapie et qui aime être accompagnée par son tendre mari prend conscience que, si elle s'obstine à se soigner, il faudra payer, payer et repayer à chaque trajet pour rejoindre l'hôpital. On découvre alors... que tous les CHU sont dans des ZFE. Une vieille dame est inquiète. Son véhicule de 142 000 km entretenu marche à merveille. Sa petite retraite, non imposable, précise-t-elle, ne lui permet pas d'envisager un achat. Et elle s'obstine, la mauvaise, à vouloir rendre visite à ses enfants et petits-enfants.

## Alexandre Jardin

Au lieu de s'enterrer vivante dans son village, en gueuse. Les jeunes, en masse, s'étonnent qu'une telle loi antijeune ait pu « passer crème ». Naïvement, ils s'attendaient à démarrer leur vie avec des voitures d'occase. Eh bien, terminé les enfants !

Tous, tous, du Nord au Sud, et du Marais poitevin jusqu'aux coteaux d'Alsace, ont vite compris que le riche, lui, pourra pénétrer librement dans les villes fermées avec son carrosse électrique rutilant tandis qu'eux, les gueux, devront rester cantonnés au-delà des barrières d'octroi désormais rétablies.

Je flaire alors que notre pays va exploser si cette loi de ségrégation sociale n'est pas abrogée illico. Parce que la voiture, c'est le travail, le lien avec les autres, l'accès à la santé. Rappelons un détail : 40 % de notre population vit dans la ruralité, dans des lieux où il y a très peu de bouches de métro ou de RER. Détail qui, semble-t-il, n'a effleuré ni le législateur ni la meute écologiste qui exulte derrière ce délire antipauvres. Il est clair qu'il va y avoir une révolution, une vraie, si les PV commencent à pleuvoir, à mater le peuple.

Cette loi n'est pas une loi comme les autres : elle crée clairement des sous-citoyens, des bannis, des gueux qui désormais encombrant la République. On ne veut plus les voir. Avec cette rupture d'égalité autorisée par le Conseil constitutionnel, qui devait avoir piscine ce jour-là, nous changeons de société.

## On découvre que l'enfermement est total

Au début, tout le monde croit que le gueux sera tricaud seulement dans les centres-villes, mais qu'il lui restera la possibilité de s'ébattre à la campagne, entre gueux dociles. Que nenni ! On comprend bientôt sur les réseaux que les ZFE ont été bien faites : elles incluent les passages des autoroutes, rocades ou voies rapides, de sorte que le manant qui voudrait encore se déplacer entre et sort des ZFE sans le savoir. Il est piégé dès qu'il s'aventure dans son pays. Une fois lancé sur l'autoroute, on le tient : il ne peut plus faire demi-tour. La loi le bloque. On peut même aisément le cueillir avec des radars ou au péage ! Pareil pour les routes de campagne entre deux ZFE, où des tronçons piégeux peuvent le mettre à l'amende.

Il est prié de demeurer terré, sans travailler, sans déposer ses enfants à l'école, sans irriter en se rendant à une réunion de famille ou à un enterrement hors de son périmètre.

## Deux mérites immenses de nos ZFE

Le nouveau système présente pas mal d'avantages. Le premier est réjouissant : le citoyen devient un suspect permanent dans son pays. Il ne sait jamais s'il est dans la légalité ou si, alors qu'il se croit innocent, on peut le réprimer aveuglément. Pour les nerfs, c'est excellent ; cela apprend à vivre dans la culpabilité. Le deuxième avantage ne peut pas être négligé : on devrait réussir à désorganiser efficacement notre économie dès que les PV commenceront à pleuvoir si le peuple s'obstine à aller au boulot. Toutes les professions dites de « première nécessité » - beaucoup ont des horaires décalés qui contraignent à prendre la voiture - devraient être frappées si elles persévèrent dans leur volonté malsaine de travailler dur. D'avance, on se réjouit que les caissières, les brancardiers, les femmes de ménage téméraires, etc., puissent être vraiment punis. Avec une pensée toute particulière pour les artisans qui devraient en masse renoncer à se rendre dans les ZFE. Combien pourront acheter les véhicules nécessaires pour venir en aide aux inclus dans les centres-villes ?

Cette fois, l'État a vraiment trouvé la solution pour achever notre économie.



## Les Pass-Gueux

La colère populaire sur les réseaux monte encore d'un cran quand, début janvier 2025, le gueux - ou considéré comme tel - découvre avec sidération que les villes fermées de province, imitant en cela notre capitale, ont elles aussi instauré des Pass-Gueux. Plusieurs fois par an, les millions de propriétaires de chariottes peuvent gratuitement (c'est dire la bonté de certains maires) solliciter une autorisation administrative pour s'infiltrer chez les riches du centre-ville. Dans leur générosité, les villes ont imaginé de permettre au pauvre quelques sorties urbaines, mais point trop n'en faut. Le gueux soumis doit perdre toute spontanéité : il devra s'y prendre à l'avance, désormais, le galeux, le pollueur d'air des riches, l'enfumeur de cyclistes épanouis sur leurs pistes cyclables purifiées.

Comme tout est bien organisé en Absurdie française, le manant, pour se déplacer à travers le pays - si un Lorrain smicard avait par exemple la lubie d'aller en vacances chez sa grand-mère à Toulon -, doit désormais solliciter autant de Pass-Gueux qu'il y a de ZFE à traverser, en s'assurant qu'il y passe dans les bons délais et en gardant la trace de sa sollicitation au cas où un radar le dénoncerait à tort. C'est une virée à haut risque. Tout devient affaire de préparation nécessitant une étude minutieuse

Alexandre Jardin

du parcours. Faut-il s'aventurer en ZFE, contourner ces territoires en demeurant parmi les gueux ? Ce chemin-là est-il interdit ?

Certaines villes stratégiques - Lyon, par exemple, encore aux mains d'un maire fanatique des PV antigueux - coupent littéralement le pays en deux. L'autoroute du Sud passe en pleine ZFE lyonnaise ! Tout manant nordiste qui y passerait finira par passer lourdement à la caisse afin qu'il n'y revienne pas.

L'humiliation atteint alors des sommets et émeut les réseaux sociaux : comment nos élus ont-ils pu imaginer la mise sous autorisation de déplacement des classes moyennes et pauvres françaises ? se demandent les gens. Comment en sommes-nous arrivés à un tel niveau de délire alors que la population a déjà tant de soucis ?

## **Les mille détails du cauchemar se précisent**

Au fil des semaines, je vois s'accumuler sur mes réseaux, dans les commentaires de posts notamment, ou en suivant le hashtag #gueux, les détails foldingos de la bureaucratie française stimulée par les instructions européennes et la démente de la loi « Climat et résilience ». On s'aperçoit ainsi que le gueux, même

## Les #Gueux

s'il parvient à se faufiler dans les cités interdites par de petits chemins, ne pourra plus s'acquitter des droits de stationnement : les horodateurs modernes exigeant de connaître la plaque minéralogique du véhicule, l'ordinateur central est à même de refuser tout paiement afin de punir efficacement le resquilleur. On apprend également qu'aux alentours de Caen, par exemple, l'accès à la déchetterie de Fleury-sur-Orne ne sera plus possible pour les manants puisqu'elle se situe dans la ZFE. Haro sur l'incapable de changer de voiture ! Sur le retraité aux revenus non imposés ! Leur vie DOIT devenir compliquée, isolée.

Pourquoi ? Parce que des esprits fins, avisés et parisiens, ont compris, entre eux, que pour protéger la santé des plus pauvres il faut les empêcher de circuler ! De se distraire ! D'aller au théâtre ! De voir leur famille ! De travailler ! C'est pour leur bien, quoi !

## **La rupture d'égalité : un problème de République**

Nous avons d'un coup quitté le terrain du combat écologique légitime pour entrer sur un autre terrain, glissant pour ne pas dire nauséabond : celui de la rupture d'égalité. Tranquillement, la loi attente aux droits fondamentaux du citoyen, aux principes

## Alexandre Jardin

de la République qui reposent sur l'inclusion de tous - pas sur la ségrégation.

Et la partition du pays est en cours à bas bruit depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025. Le temps d'installer partout des appareils photo capables de dénoncer le gueux qui, se croyant tout permis, sortirait de sa réserve l'année prochaine. La Ville de Paris a même utilisé une jolie expression pour cette période intermédiaire. Elle a parlé « d'année pédagogique » (vous vous étiez crus adultes ? Eh bien non, vous avez besoin de pédagogie !) avant que les PV n'accablent le peuple qui ne peut pas changer de voiture. La maire consent à ce que le gueux, pendant un an, se familiarise avec l'idée d'entrer dans une société de ségrégation. Sympathique, non ?

La verbalisation dans les ZFE au 1<sup>er</sup> janvier 2026, ça va ressembler à quoi ? Les contrôles seront faits par lecture automatisée des plaques d'immatriculation, comme pour le contrôle du stationnement dans les villes... système qui est déjà surnommé la « sulfateuse à PV » !

J'affirme ici que si les PV partent en masse le 1<sup>er</sup> janvier 2026 pour sanctionner 25 millions de Français innocents et considérés comme coupables de travailler, de se soigner ou de maintenir des liens, la révolte des #gueux aura bien lieu.

Le peuple ne pourra pas faire autrement.

## Les #Gueux

Il ne peut pas renoncer à gagner sa croûte parce que quelques illuminés en ont décidé ainsi. La voiture, c'est le travail. Et puis ces millions de gens sont des Français : ils savent ce qu'est la République. Ils connaissent notre devise. Ils savent que leurs droits fondamentaux ne sont pas négociables, même si les élites perdent la tête.

## Le peuple n'aura pas le choix

Agnès Pannier-Runacher, ministre de la Transition énergétique, l'a reconnu elle-même en audition devant le Sénat début février 2025, face caméra : « Seuls 15 % des Français ont les moyens d'acheter des voitures neuves. » Autrement dit, 85 % ne le peuvent pas. En France, l'âge moyen de l'acheteur d'une voiture neuve est de 54 ans ! Les prix sont devenus inaccessibles. On a accepté trop vite trop d'exigences écologistes maximalistes imaginées pour une société idéale qui, dans le réel, n'existe pas. L'écologie a viré au sport de riche. La bouffe bio est hors de prix, le peuple s'en détourne. Les logements idéaux qu'on a construits avec les DPE sont en nombre insuffisant pour se loger à des prix accessibles. Les véhicules dits propres qu'on nous propose tournent autour de 30-40 000 euros. Parfait pour les smicards, les

Alexandre Jardin

étudiants, les retraités modestes, les jeunes couples, les femmes seules, les chômeurs, les... Tout le modèle est à revoir. Avant que les ZFE ne fassent exploser notre pays dans une révolte qui pourrait bien dépasser en violence celle des Gilets jaunes. Pourquoi ? Parce qu'elles provoquent un changement fondamental, une division profonde du pays. Et l'exclusion d'un tiers de la nation, la fin de la République.

## **Tous les partis qui se sont succédé sont responsables des ZFE**

Depuis dix ans, tous les partis qui ont gouverné sont responsables de ce délire ; c'est bien ça, la tragédie. La mise en place des ZFE - sans que la nation dans ses profondeurs ait été consultée - est le résultat d'une obstination initiée par la gauche sous François Hollande, structurée par la droite avec Édouard Philippe et accélérée sous Emmanuel Macron. L'intégralité de notre système technocratique a pris cette décision contre le peuple, ségrégation au nom du Bien et de la Raison.

Le pauvre, le smicard, le jeune, la femme seule, la veuve, le paysan n'avaient qu'à suivre.

## Les #Gueux

En 2015, sous le règne de François Hollande, la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte a introduit les vignettes Crit'Air, qui servent aujourd'hui de base pour les restrictions dans les ZFE. Le Paris du Parti socialiste a été la première ville à expérimenter ces restrictions dès 2015, sous l'impulsion de la maire Anne Hidalgo.

En 2019, la loi d'orientation des mobilités (LOM) a été votée sous le gouvernement d'Édouard Philippe. Elle a été soutenue par la majorité présidentielle au grand complet (La République en Marche ainsi que par des partis alliés comme le Mouvement démocrate - le MoDem de François Bayrou - et Agir ensemble). Édouard Philippe, l'homme qui enflamma la France des Gilets jaunes, est celui qui lança des aides pour la mise en place de radars automatiques pour effectuer le contrôle des vignettes Crit'Air.

Enfin le persévérant Emmanuel Macron a soutenu et validé toutes ces mesures en faisant voter la loi Climat et résilience qui, en 2021, a étendu et renforcé les mesures concernant les ZFE, rendant leur mise en place obligatoire dans les agglomérations de plus de 150 000 habitants d'ici 2025. Afin que le gueux, coupable de se contenter de chariottes, soit vraiment et définitivement exclu du monde urbain.

## Alexandre Jardin

Quant aux écologistes épris de contrôle social radical et leurs alliés Lfistes, rien ne les a plus enchantés que la poursuite de ce délire perpétré au nom du Bien. Chaque ville tenue par ces gens est aujourd'hui aux avant-postes de l'exclusion.

Nos partis, les uns après les autres, ont donc été à l'origine de cette catastrophe sociale. Ils ont hélas trop trempé dans ce désastre républicain pour y renoncer officiellement et sans dommages pour leur image. On le voit à regret, la nation peut difficilement compter sur leurs leaders dans cette affaire qui les oppose directement au peuple. On aimerait pouvoir dire l'inverse, mais ce serait faux. Les ZFE sont bien le produit de leurs conceptions du monde. L'hypercontrôle social des gueux leur convient. Aucun ne le dira ainsi, mais ce sont les faits.